

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TF/COH/S/5

10 octobre 2001

(01-4881)

COHÉRENCE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES AU NIVEAU MONDIAL: COOPÉRATION DE L'OMC AVEC LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

Rapport (2001) du Directeur général

1. Le présent rapport a été établi conformément au paragraphe 2 de la Décision du Conseil général relative aux "Accords entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale"¹ pour informer les Membres des activités qui ont été menées par l'OMC dans le cadre de ses accords de coopération avec le FMI et la Banque mondiale.²
2. Au cours de la dernière année, le Secrétariat de l'OMC a renforcé sa coopération avec les services du FMI et de la Banque mondiale afin d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à tirer davantage parti de leur participation au commerce international et au système commercial multilatéral, dans le cadre d'efforts plus vastes axés sur la croissance et le développement économiques et la réduction de la pauvreté.
3. À titre personnel, le Directeur général de l'OMC, le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale ont chacun souligné le rôle important joué par le commerce dans le développement économique et la réduction de la pauvreté, et ont encore insisté sur la nécessité d'améliorer l'accès des exportations des pays en développement aux marchés, de continuer d'appuyer la réforme de la politique commerciale et d'accroître l'aide visant à renforcer les capacités liées au commerce. Ils ont fait ressortir le caractère complémentaire des efforts déployés dans ces domaines par les trois organisations, et ont noté que, considérés conjointement, ces efforts étaient indispensables pour adopter une approche plus cohérente de l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.
4. Le commerce a été au centre des réunions que le Comité monétaire et financier international du FMI et le Comité du développement FMI/Banque mondiale ont tenues en avril 2001. Dans son communiqué, le Comité monétaire et financier international a demandé instamment aux Membres de l'OMC de trouver un terrain d'entente qui leur permette de lancer de nouvelles négociations commerciales multilatérales à la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha en novembre.³ Le Comité du développement a fait ressortir le rôle de la Banque mondiale pour ce qui est d'aider les pays en développement à "mettre le commerce au service du développement" au moyen d'un

¹ Document WT/L/194 du 18 novembre 1996.

² Le dernier rapport figure dans le document WT/TF/COH/S/4 du 14 décembre 2000.

³ Extrait du communiqué du Comité monétaire et financier international du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international daté du 29 avril 2001 (WT/TF/COH/9, page 3).

renforcement accru des capacités liées au commerce⁴, en aidant les pays en développement à renforcer leur capacité d'accéder aux marchés mondiaux, à soutenir la mise en œuvre des accords commerciaux existants et à se préparer aux négociations à venir dans le cadre de l'OMC. Le Comité du développement a approuvé l'élargissement du rôle de la Banque dans le domaine du commerce, au moyen de l'octroi de prêts au niveau des pays dans le cadre des stratégies d'aide aux pays et des stratégies de réduction de la pauvreté de la Banque, et en travaillant plus étroitement avec ses partenaires dans le Cadre intégré.⁵

5. Les questions commerciales ont également occupé une place importante dans la publication de septembre du FMI Perspectives de l'économie mondiale, et dans la publication d'octobre de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales et les pays en développement en 2002. Dans les Perspectives de l'économie mondiale, il était notamment question de l'évolution du système commercial multilatéral depuis la troisième Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle en 1999, et des possibilités de lancement d'un nouveau programme de travail à la quatrième Conférence ministérielle à Doha. Cette année, la Banque mondiale a centré ses perspectives économiques mondiales, qui s'intitulaient "Making Trade Work for the World's Poor", sur des sujets commerciaux intéressant les pays en développement et les pays les moins avancés, notamment des questions de principe ayant trait à l'accès aux marchés, au commerce des services et à la propriété intellectuelle.

6. Le sous-comité du Conseil d'administration du FMI chargé du commerce s'est également réuni en septembre pour passer en revue ce que fait le FMI pour soutenir un système commercial multilatéral ouvert. Les objectifs du FMI sont notamment les suivants: faire ressortir l'importance du lancement de nouvelles négociations commerciales à Doha; continuer d'examiner des questions commerciales dans le contexte des activités du FMI en matière de surveillance et de programmes; préparer le terrain pour mener à bien la libéralisation du commerce, surtout en ce qui concerne les questions relatives à la balance des paiements et aux recettes; et continuer de coopérer étroitement avec l'OMC et la Banque mondiale à la fourniture d'une assistance technique aux pays en développement (dans les domaines de compétence du Fonds), à l'intégration du commerce dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et à une participation active au Cadre intégré.

Consultations entre le Directeur général, le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale

7. Au cours de la dernière année, le Directeur général a eu plusieurs entretiens bilatéraux avec MM. Wolfensohn et Köhler. Les discussions ont porté sur l'éventail complet de questions relatives à la cohérence et liées au commerce, y compris la préparation de la Conférence ministérielle de Doha, l'importance d'un système commercial multilatéral ouvert pendant l'actuelle période d'incertitude économique au niveau mondial et les moyens par lesquels les trois organisations peuvent coopérer plus efficacement à la fourniture d'une assistance technique liée au commerce, au renforcement des capacités et à la formation.

Statut d'observateur de l'OMC aux réunions du FMI et de la Banque mondiale

8. Conformément à l'accord de coopération entre l'OMC et le FMI et à l'accord de coopération entre l'OMC et la Banque mondiale, le Secrétariat de l'OMC est invité à participer, en qualité d'observateur, aux réunions du Conseil d'administration du FMI et du Conseil des Administrateurs de

⁴ "Leveraging Trade for Development: World Bank Role", document de synthèse élaboré par les services de la Banque mondiale pour examen à la réunion du Comité du développement du 30 avril 2001, qui est reproduit dans le document WT/TF/COH/10 et le JOB(01)/75.

⁵ Extrait du communiqué du Comité du développement daté du 30 avril 2001 (WT/TF/COH/9, pages 3 et 4).

la Banque mondiale portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, y compris l'élaboration des politiques du Fonds ou de la Banque touchant des questions commerciales.

9. Au cours des 12 derniers mois, le Secrétariat de l'OMC a assisté aux réunions du Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale visant à préparer la réunion de printemps du Comité du développement sur les thèmes "Mettre le commerce au service du développement" et "Perspectives économiques mondiales et pays en développement" et sur le Rapport sur le développement dans le monde, ainsi que la réunion du Conseil d'administration du FMI sur le thème "Perspectives de l'économie mondiale".

Participation du FMI et de la Banque mondiale aux réunions de l'OMC

10. Le FMI et la Banque mondiale sont régulièrement invités à participer, en qualité d'observateurs, aux réunions formelles de la plupart des organes de l'OMC, à l'exception de celles de l'Organe de règlement des différends et du Comité du budget, des finances et de l'administration. De plus, le FMI participe régulièrement aux consultations du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements. À la suite d'une décision prise par le Conseil général le 16 février 1999 en vue d'autoriser son Président à convoquer de temps à autre des réunions extraordinaires informelles, à la demande des délégations ou du Directeur général, afin d'examiner les questions relatives à la cohérence, des représentants du FMI et de la Banque mondiale ont été invités à participer aux réunions informelles du Conseil général sur ce thème.

11. Le Directeur général a invité personnellement le Directeur général du FMI, M. Köhler, et le Président de la Banque mondiale, M. Wolfensohn, à assister à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC qui doit avoir lieu à Doha (Qatar) du 9 au 13 novembre 2001. Tous deux ont été invités à prendre la parole à la Conférence.

Activités conjointes de recherche et d'analyse

12. Le Secrétariat de l'OMC continue de collaborer avec les services du FMI et de la Banque mondiale dans les domaines de la recherche et de l'analyse où il existe, à notre avis, des possibilités de renforcer la cohérence de la politique économique. Ces domaines sont les suivants: analyse du calendrier et de l'échelonnement de la réforme et de la libéralisation du commerce; analyse de la manière dont des normes et une supervision financières internationales meilleures peuvent compléter la libéralisation des services financiers et aider à créer des marchés financiers plus forts et plus stables; méthodes d'évaluation des coûts des politiques commerciales restrictives. Les travaux menés dans chacun de ces domaines sont motivés par l'intérêt que les gouvernements membres ont manifesté dans l'une ou l'autre des trois organisations.

Réunion informelle du Conseil général sur la cohérence. Une réunion informelle du Conseil général sur la cohérence a eu lieu le 18 janvier 2001. À cette occasion, le Directeur général a présenté aux Membres un rapport sur les activités qui ont été menées dans le cadre du mandat concernant la cohérence en 2000, et a suggéré de nouvelles priorités pour l'année à venir. Des hauts fonctionnaires de la Banque mondiale et du FMI ont également renseigné les Membres sur les efforts communs déployés pour intégrer le commerce dans les stratégies de réduction de la pauvreté, ainsi que dans les travaux plus généraux de la Banque et du Fonds consacrés au développement.

Séminaires conjoints. La série de séminaires informels sur la cohérence, qui a commencé en 2000, s'est poursuivie en 2001, fournissant à des fonctionnaires de la Banque mondiale et du FMI la possibilité de donner aux délégués de l'OMC et au personnel du Secrétariat des informations sur les travaux que leurs organisations consacrent actuellement à des questions liées au commerce. Les sujets abordés sont notamment: i) une présentation, par la Banque

mondiale, de son rapport 2000 sur les perspectives économiques mondiales et les pays en développement qui était nettement centré sur le commerce, et ii) une présentation d'un jour, par la Banque mondiale, d'une mise à jour de son "Handbook on Negotiating Issues".

Groupe d'étude conjoint sur les petits États. Depuis 1998, le Secrétariat de l'OMC participe aux travaux du Conseil consultatif du Groupe d'étude conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale sur les petits États.

Échanges de données. Conformément aux accords de coopération entre le FMI et l'OMC et la Banque mondiale et l'OMC, le Secrétariat de l'OMC donne aux services du FMI et de la Banque mondiale accès, à titre confidentiel, à la Base de données intégrée de l'OMC et aux listes finales d'engagements des Membres de l'OMC. Sous réserve de la même obligation de confidentialité, le Fonds met à la disposition du Secrétariat de l'OMC les fichiers des Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics et Direction of Trade Statistics. Les services du Fonds mettent également à la disposition du Secrétariat de l'OMC des données antérieures et des projections globales figurant dans les "Perspectives de l'économie mondiale". Les demandes additionnelles spécifiques en rapport avec les bases de données des Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics et Direction of Trade Statistics sont examinées, de même que les demandes de projections de données pour des pays déterminés devant être utilisées dans les Perspectives de l'économie mondiale et les demandes d'autres statistiques. La Banque mondiale donne au Secrétariat de l'OMC accès à la Bank Economic and Social Database (BESD) ainsi qu'à l'Annexe statistique accompagnant la publication sur les perspectives économiques mondiales et les pays en développement.

Rapports par pays du FMI. Conformément à l'accord de coopération entre l'OMC et le FMI, le FMI communique à l'OMC, pour usage par son Secrétariat à titre confidentiel, des exemplaires des rapports et documents d'information connexes établis par ses services sur les consultations au titre de l'article IV et l'utilisation des ressources du Fonds, concernant les membres communs et les membres du Fonds souhaitant accéder à l'OMC, sous réserve de l'agrément du membre concerné. Ces documents donnent des détails sur les conseils et la conditionnalité du FMI en matière de politique commerciale qui sont régulièrement examinés par le Secrétariat de l'OMC. Ils sont aussi utilisés par le Secrétariat de l'OMC à titre de référence, dans le cadre notamment de l'élaboration des rapports du Secrétariat à l'usage du Mécanisme d'examen des politiques commerciales.

Centre du commerce et du développement. Depuis 1997, l'OMC et l'Institut de développement de la Banque mondiale gèrent un site Web commun qui fournit des renseignements commerciaux liés au développement. Ce site fournit également un point de contact aux fonctionnaires chargés des questions commerciales des pays en développement et en transition, y compris les fonctionnaires qui ont participé aux cours de formation de l'OMC et de la Banque mondiale.

Portail du développement. L'OMC continue de contribuer au Portail du développement de la Banque mondiale, qui a été conçu comme un moyen, reposant sur Internet, qui facilite la communication et l'échange de renseignements concernant le développement.

Coopération technique

13. En 2001, le Secrétariat de l'OMC a mené à bonne fin l'examen et le remaniement de ses activités de formation et de coopération technique afin d'atteindre les objectifs suivants:

- donner un caractère plus urgent à cet important secteur d'activité de l'OMC de manière à refléter l'importance que les Membres accordent à ces activités;
- optimiser l'emploi des sommes que les Membres et les donateurs consacrent à l'assistance au développement et assurer un rendement satisfaisant à cet égard;
- accroître la responsabilisation et la transparence et établir un ordre de priorité en ce qui concerne les activités de formation et de coopération technique; et
- assurer la qualité et la pertinence des activités de formation et de coopération technique de l'OMC, et la prestation efficace d'une telle assistance aux pays en développement et aux pays les moins avancés.

Parmi les changements importants que le Directeur général a annoncés aux Membres de l'OMC le 18 juillet figuraient la réorganisation de la Division de la coopération technique, l'établissement d'un nouveau Comité de gestion de l'assistance technique liée au commerce, la création de l'unité de l'Audit de la coopération technique, la transformation de l'ancienne Division de la formation en Institut de formation de l'OMC et la création d'un Centre d'information sur le commerce international. La mise en place d'une approche plus structurée de la coopération entre l'OMC et d'autres organisations comme le FMI et la Banque mondiale a été un élément fondamental de ces changements. Ces travaux se poursuivent. Au cours de la dernière année, les secteurs de coopération importants avec le FMI et la Banque mondiale ont notamment été les suivants:

Cadre intégré pour les pays les moins avancés. Le FMI et la Banque mondiale participent tous les deux au Cadre intégré, avec la CNUCED, le PNUD et le CCI. Le Cadre intégré est un exemple unique de coopération axée sur un projet entre des organisations, comme l'avaient demandé les Ministres à la Conférence ministérielle de Singapour en 1996. L'objectif du Cadre intégré est d'aider les PMA à intégrer le commerce dans leurs stratégies nationales de développement en vue de la réduction de la pauvreté, et il fonctionne depuis mai 2001 sous forme de projet pilote dans trois PMA (Cambodge, Madagascar et Mauritanie). Les organisations participent aux activités courantes et à la gestion du Cadre intégré par l'intermédiaire du Groupe de travail interorganisations et du Comité directeur du Cadre intégré, respectivement.⁶

L'intégration du commerce dans les plans de développement des pays les moins avancés a été au centre d'un séminaire sur le Cadre intégré organisé conjointement par l'OMC, le FMI, le CCI, la CNUCED, le PNUD et la Banque mondiale à Genève les 29 et 30 janvier 2001. Le séminaire a également porté sur la façon dont ces pays peuvent mieux exercer leurs droits découlant de l'Accord sur l'OMC et mieux tirer profit des possibilités qu'offre l'OMC. Des experts dans les domaines du commerce, des finances et du développement étaient au nombre des participants.⁷

Institut de formation de l'OMC. Le 5 juin 2001, la Division de la formation est devenue l'Institut de formation de l'OMC. Il s'agit d'un pas dans la direction d'un élargissement des activités de formation de notre organisation et d'une amélioration de leur qualité et de leur efficacité. L'Institut a été chargé de travailler sur un éventail de cours de politique

⁶ Les rapports du Comité directeur du Cadre intégré sont reproduits dans les documents WT/IFSC/M/1 et M/2.

⁷ WT/LDC/SWG/IF/15/Rev.1.

commerciale, de concevoir des activités de téléenseignement⁸, de commencer des programmes de formation des formateurs, ainsi que de resserrer les liens avec le milieu universitaire. L'Institut aura un Conseil consultatif commun qui sera composé de représentants de la Banque mondiale, de même que de la CNUCED, du CCI et du milieu universitaire. Le Conseil, qui aura un rôle consultatif, supervisera conjointement les activités de formation de l'OMC afin d'offrir de nouvelles perspectives en ce qui concerne le programme de formation, d'assurer la cohérence avec d'autres organisations et d'accroître la transparence et la responsabilisation.

Les experts de la Banque mondiale continuent de présenter des "modules" de deux jours au début de chaque cours de politique commerciale. Pour la première fois cette année, un représentant du FMI a également apporté son concours. De plus, l'Institut de formation cherchera à coopérer davantage avec la Banque mondiale et le FMI dans le cadre de l'élaboration de nouveaux programmes. Comme le mandat des cours de politique commerciale continue de s'élargir, les fonctionnaires de l'OMC communiquent de plus en plus avec leurs homologues de la Banque mondiale et du FMI afin d'améliorer et d'étoffer le programme de cours.

Semaine de Genève pour les délégations sans représentation. L'OMC a pris un certain nombre d'initiatives pour appuyer les Membres et les observateurs qui n'ont pas de missions à Genève, notamment l'envoi régulier de notes d'information par courrier électronique dans les capitales et les missions en Europe des délégations sans représentation et l'organisation, chaque année, de la "semaine de Genève", au cours de laquelle les délégations sans représentation sont invitées à assister, à Genève, à des réunions d'information sur les travaux de l'OMC. Ces rencontres sont l'occasion d'échanges avec des fonctionnaires de l'OMC et des délégations établies à Genève. Des fonctionnaires du FMI et de la Banque mondiale sont invités à participer à cette initiative, en apportant leurs compétences techniques et en fournissant des conférenciers extérieurs.

Institut multilatéral de Vienne. Le Secrétariat de l'OMC parraine - avec le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OCDE, la BERD et le gouvernement autrichien - l'Institut multilatéral de Vienne, qui a été créé en 1992 pour contribuer à l'effort de formation principalement des pays en transition de l'économie planifiée vers l'économie de marché, bien que d'autres pays soient également concernés. Des stages d'économie politique appliquée accordant une importance particulière aux questions commerciales sont organisés deux fois l'an, de septembre à décembre et de février à avril. L'OMC organise également deux séminaires sur la politique commerciale, à la fin du printemps et au début de l'automne, à l'Institut. Cette année, l'OMC préside le Conseil d'administration de l'Institut, et a organisé des réunions conjointes du Conseil et de donateurs extérieurs à Washington, D.C., et à Prague. Les activités de l'Institut bénéficient du soutien d'un nombre grandissant de donateurs extérieurs, dont les banques centrales de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne, tandis que la Banque européenne d'investissement et la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale se sont également montrées intéressées à y participer. En 2001, des propositions ont été faites en vue de la conversion de l'Institut en un centre de formation permanent fonctionnant toute l'année. Elles sont actuellement à l'étude.

Rapports établis dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales. Depuis l'an dernier, le Secrétariat de l'OMC examine régulièrement les besoins et les priorités en matière d'assistance technique des pays les moins avancés et des pays moins développés, tant

⁸ Le Secrétariat étudie comment l'infrastructure du Réseau mondial pour l'enseignement à distance de la Banque mondiale peut être utilisée pour étendre la portée des cours de formation de l'OMC dans le futur.

pour aider à orienter les travaux menés dans le Cadre intégré que pour contribuer à la stratégie de réduction de la pauvreté du FMI et de la Banque mondiale. Le Mozambique, l'Ouganda et Madagascar ont fait l'objet d'un examen cette année, et le Malawi, la Mauritanie, Haïti et la Zambie devraient faire l'objet d'un examen l'an prochain.

Programme de formation sur les aspects juridiques du commerce international. S'appuyant sur un projet pilote mené l'an dernier⁹, le Service juridique de la Banque mondiale, l'Institut de la Banque mondiale et l'OMC élaborent actuellement un programme de formation commun visant à faciliter des échanges réguliers entre des experts juridiques et des fonctionnaires de pays en développement chargés des questions commerciales sur des questions liées au droit commercial international. Ce programme, qui devrait être entrepris en 2002, s'attachera à favoriser une compréhension mutuelle des aspects juridiques du système commercial international, et à faciliter la mise en place de stratégies de développement qui soient compatibles avec les règles du commerce international. Il prendra la forme d'une série de vidéoconférences, réparties sur plusieurs mois, auxquelles participeront des juristes du siège de la Banque mondiale à Washington et du Secrétariat de l'OMC à Genève, ainsi que des fonctionnaires et des experts de pays en développement dans les capitales.

Portée générale des contacts conformément au paragraphe 10 de l'Accord avec le FMI et au paragraphe 8 de l'Accord avec la Banque mondiale

14. Conformément au paragraphe 10 de l'accord de coopération entre l'OMC et le FMI, le Secrétariat de l'OMC et les services du FMI se consultent, selon que de besoin, au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre de l'Accord sur l'OMC et au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre des Statuts du Fonds. Le Secrétariat de l'OMC et les services du FMI veillent tous deux à ce que la coopération dans ce domaine soit menée de manière à respecter pleinement les mandats distincts, les obligations de confidentialité et l'autonomie nécessaire dans les procédures de prise de décisions des deux organisations et à ce qu'elle n'impose pas aux Membres de l'OMC une conditionnalité croisée ou des conditions additionnelles.

15. L'échange de vues et de renseignements sur le commerce et les questions liées au commerce est indispensable pour assurer une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques, et les trois organisations continuent à beaucoup utiliser leurs compétences techniques et travaux mutuels. Par exemple, les rapports de l'OMC s'appuient sur les données du FMI et de la Banque mondiale concernant l'évolution macro-économique, commerciale et sociale. De la même façon, le FMI et la Banque mondiale utilisent des renseignements fournis par l'OMC sur le commerce, les mesures commerciales et les questions connexes, en particulier pour veiller à ne pas préconiser des mesures qui seraient incompatibles avec les règles de l'OMC.

Groupe de travail de haut niveau sur la cohérence

16. Le Groupe de travail de haut niveau sur la cohérence, composé de hauts fonctionnaires du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, s'est réuni à deux reprises en 2001. Les discussions ont porté en particulier sur des projets de recherche communs et sur la représentation de la Banque

⁹ L'an dernier, des fonctionnaires de l'OMC ont participé, à Washington, à un séminaire de la Banque mondiale ayant pour thème le "droit commercial international". Ce séminaire avait pour but de mieux informer les avocats du FMI et de la Banque mondiale sur la législation de l'OMC, ceux-ci étant de plus en plus appelés à fournir aux gouvernements des avis juridiques sur des questions commerciales.

mondiale et du FMI à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC à Doha en novembre, ainsi que sur plusieurs questions relevant des affaires courantes.

Pays les moins avancés et pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

17. Le FMI et la Banque mondiale rendent régulièrement compte au Comité de l'agriculture de l'aide financière qu'ils fournissent à ces pays dans ce domaine par le biais de programmes d'ajustement ou de prêts d'urgence dans le cas du FMI et de projets de développement agricole, de prêts d'ajustement structurel et de prêts d'urgence dans le cas de la Banque mondiale (document G/AG/W/42/Rev.3). De plus, le Comité de l'agriculture, au cours de ses débats de septembre sur les questions liées à la mise en œuvre, a décidé l'établissement d'un groupe spécial interinstitutions composé d'experts en matière de financement et de produits de base qui sera chargé de présenter un rapport sur les possibilités d'améliorer l'accès des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires Membres de l'OMC aux programmes et mécanismes multilatéraux visant à faire face aux difficultés à court terme que pose le financement des importations commerciales de produits alimentaires de base, ainsi que sur le principe et la faisabilité de la proposition relative à la création d'un fonds renouvelable (documents G/AG/W/49 et Add.1). Le mandat détaillé et la composition de ce groupe spécial seront soumis à l'approbation du Conseil général au plus tard à la fin de mars 2002.
